



*A. D. 1870*

---

---

LE

# LIEUTENANT-GOUVERNEUR

JOUT-IL DES PRÉROGATIVES ROYALES ?

---

---

BIBLIOTHÈQUE  
SAINTE-CHAPPE

1881

# LIEUTENANT-GOUVERNEUR

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE DE QUÉBEC  
1881-1882

## Lieut.-Gouverneur jouit-il des Prérogatives Royales ?

Sir Francis Hincks continue à nous conter des histoires en l'air dans le *Journal of Commerce* au sujet du lieutenant-gouverneur et de ses attributions. Il y a trois mois que cela dure et plus il s'efforce de varier, plus c'est la même chose. Il est pénible de le voir se débattre sous cette lourde question qui l'écrase, comptant que son nom, qui a été une autorité sur certaines matières politiques, suppléera à la capacité qui lui manque. Sir Francis Hincks a pu être un excellent financier ; mais il est évident qu'il ne connaît rien aux questions constitutionnelles ; et s'il avait voulu discuter la question de M. Letellier dans le temps qu'il fallait la discuter, nous l'aurions facilement convaincu de son ignorance.

Sir Francis traite des pouvoirs du lieutenant-gouverneur comme s'il s'agissait du souverain, ou tout au moins du Gouverneur-Général. C'est en quoi il se trompe gravement.

Le Gouverneur-Général représente directement l'autorité de la Reine sur ses colonies. Ses pouvoirs ne viennent pas tant de l'Acte fédéral de 1867 que du droit public qui établit la royauté britannique sur toutes les parties du Royaume-Uni et de ses dépendances. Le Gouverneur-Général est revêtu de certains pouvoirs, parce que la Reine est notre souveraine et qu'il est ici comme le représentant de son autorité. L'acte fédéral de 1867 n'ajoute rien à ces pouvoirs ; il ne

fait que les diriger. Voilà pourquoi la position de Gouverneur-Général s'assimile en certains cas à celle du souverain.

En est-il de même du lieutenant-gouverneur ? Nullement. Le lieutenant-gouverneur n'est pas un représentant de l'autorité royale ; il n'est qu'un officier de cette autorité. Tandis que le Gouverneur-Général existe de droit public, le lieutenant-gouverneur n'existe que par un droit spécial. Son existence est une existence d'accident ; il vit par un acte particulier, qui a inventé ce personnage pour des fins locales. Il n'est pas essentiel à l'autorité souveraine ; il lui est indifférent. Il n'est pas le trait-d'union entre le souverain et le colon ; il fait tout simplement partie d'un mécanisme secondaire, qui met en mouvement quelques pièces séparées.

Retranchez le Gouverneur-Général dans une colonie, vous retranchez du coup le lien colonial lui-même. Retranchez le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, vous ne faites pas disparaître de cette province la moindre parcelle de l'autorité royale. Les choses marchent avec la même régularité sans lieutenant-gouverneur parce que la même suprématie britannique continue à nous protéger. Il est aussi facile d'imaginer la Province de Québec marchant sans lieutenant-gouverneur qu'il est facile de comprendre pourquoi la Corporation de Montréal prélève et dépense près de deux millions par

année et met en force mille règlements sans la présence de ce personnage dans ses délibérations.

Le Lt.-Gouverneur est un simple officier de la loi et conséquemment il n'a, de lui-même, aucune prérogative royale à exercer. S'il en était autrement, l'Acte Fédéral serait un leurre.

Pourquoi avons-nous fait la Confédération, si ce n'est pour accorder à chaque Province l'indépendance la plus complète dans l'administration de ses intérêts locaux ? La loi les a désignés avec soin : une certaine classe de sujets locaux est définie et déterminée. Ces choses sont *exclusivement* du ressort de chaque province ; le pouvoir central n'a pas le droit d'y toucher. Comptant sur la sincérité de cette loi, la population a accepté la Confédération, parcequ'elle avait obtenu la certitude qu'elle serait reine et maîtresse dans la conduite de ses affaires locales. Le serait-elle, si un officier du pouvoir central, si un lieutenant-gouverneur nommé par le gouvernement d'Ottawa, avait le droit d'interposer son autorité et de dire à la Législature provinciale : "Ce que vous faites-là est bien de votre ressort ; il s'agit bien, il est vrai, d'une question de droit civil, d'une taxe locale, d'une mesure tout-à-fait provinciale ; mais, moi, officier fédéral, je n'aime point cette législation, je désapprouve cette manière d'agir ; je vous arrête en route : vous n'userez pas de votre droit ; vous ne serez plus les maîtres chez vous ; je vous brise." Et tout d'un coup, la population ébahie se demande si l'acte fédéral n'est plus qu'un vain mot. Malgré l'authenticité d'une loi qui repose sur l'honneur du Parlement anglais, nous nous voyons subitement privés du plus important de nos privilèges : celui de nous administrer : un officier fédéral se met à notre place.

Voilà pourquoi, en droit comme en fait, le lieutenant-gouverneur ne peut réclamer les privilèges et les prérogatives du Gouverneur Général. L'existence de tels pouvoirs anéantirait l'acte fédéral.

La démission d'un lieutenant-gouverneur n'est nullement l'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires locales, plus que sa nomination ne comporte telle intervention. Au contraire la démission de M. Letellier, dans les circonstances, serait l'affirmation de l'indépendance provinciale, en autant qu'elle serait un châtiment pour avoir voulu violer cette indépendance. La destitution de M. Letellier ne créerait pas le précédent. Doit-on reconnaître aux lieutenants-gouverneurs les pouvoirs extrêmes que M. Letellier s'est arrogés ? Toute la question est là. Si oui, l'acte fédéral donne aux provinces aucune garantie d'autonomie. Si non, il faut renverser immédiatement le précédent du 2 mars 1878.

Nous avons déjà traité cette question très au long au mois de mars dernier. Vu l'importance de la chose, on nous permettra de faire revivre quelques-uns de nos arguments : nous citons Sir Francis Hincks ou autres de les détruire.

# I. QUELS SONT LES POUVOIRS QUE LA LOI CONFÈRE AUX LT.-GOUVERNEURS.

La meilleure manière de connaître les pouvoirs de notre lieutenant-gouverneur est d'examiner la loi qui lui donne l'existence. Voici la clause de l'Acte Fédéral de 1867 :

12. Tous les pouvoirs, attributions et fonctions qui, — par aucun acte du parlement de la Grande-Bretagne, etc.... — sont conférés aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs... — seront conférés au gouverneur-général pour être par lui exercés, de l'avis et du consentement ou avec la coopération du Conseil Privé de la Reine pour le Canada ou d'aucun de ses membres.

par le gouverneur-général individuelle-  
ment, selon le cas.

65. Même disposition répétée pour le Lt.-  
gouverneur.

Quoique le lieutenant-gouverneur  
puisse de tous pouvoirs que la  
loi confère au gouverneur-général,  
cela ne veut pas dire grand chose,  
parceque le gouverneur-général  
tient son autorité d'une autre  
source que des statuts. Toute  
l'erreur vient du fait que l'on con-  
fond les pouvoirs qu'il tire des  
instructions royales avec ceux  
qu'il tient de la loi.

Les pouvoirs généraux du gou-  
verneur viennent donc de la clau-  
se 12, qui renouvelle tous les an-  
ciens pouvoirs. Mais l'on doit re-  
marquer également que cette loi  
ne confère pas aux gouverneurs  
tous les pouvoirs et privilèges du  
monarque. Ces pouvoirs ne sont  
nulle part assimilés à ceux du sou-  
verain. Ce sont donc de simples  
pouvoirs spéciaux.

Aussi l'Acte de 1867 ordonne-t-il  
au gouverneur d'agir toujours par  
l'avis de ses ministres, excepté  
dans certains cas.

La seule manière de constater  
ces pouvoirs que l'Acte de 1867  
fait revivre et perpétuer est de re-  
monter à la source de cette législa-  
tion, que l'Acte de 1867 ne fait  
que répéter. Tout ce que nous  
trouvons à ce sujet est dans l'Acte  
de 1840, qui dit :

"XLV.—Et qu'il soit statué que tous les  
pouvoirs, autorité et fonctions, qui.....  
sont conférés et dont l'exercice est prescrit  
aux gouverneurs ou lieutenants-gouverneurs  
respectifs des dites provinces, de l'avis, ou  
de l'avis et consentement avec tel Con-  
seil-Exécutif ou aucun des membres d'ice-  
lui, ou aux gouverneurs, ou lieutenants-gouverneurs  
seuls seront en autant que tels pouvoirs ne  
sont pas incompatibles ou inconsistants  
avec les dispositions du présent acte dévo-  
lues au gouverneur de la province du Cana-  
da, qui pourra les exercer SELON LA CIRCON-  
STANCE, avec l'avis et consentement de tel Con-  
seil-Exécutif, qui POURRA ETRE NOMMÉ par  
Sa Majesté pour les affaires de la province du  
Canada, ou d'aucun de ses membres ou con-

jointement avec tel conseil ou avec aucun  
des membres d'iceui, ou SEUL, DANS LES  
CAS où l'avis, consentement ou concours du  
Conseil-Exécutif n'est pas nécessaire."

Ces pouvoirs on le voit, sont bien  
vagues. Le gouverneur n'a le  
droit d'agir individuellement que  
dans les cas où l'avis des ministres  
n'est pas requis. Or, le même acte  
déclare que ces cas seront indiqués  
dans les ordres, instructions, et di-  
rections que Sa Majesté jugera à pro-  
pos de temps à autre de lui donner.

59. Et qu'il soit décrété que tous les pou-  
voirs et autorités conférés par cet acte au  
gouverneur de la province du Canada seront  
exercés par tel gouverneur en conformité et  
sujet aux ordres, instructions et directions  
que Sa Majesté jugera à propos de temps à  
autres de lui donner.

Une chose bien certaine, c'est  
que l'Acte de 1840 n'ajoute pas aux  
pouvoirs précédents du gouver-  
neur. Au contraire, il les restreint  
par toutes les dispositions nouvel-  
les : en autant que ces pouvoirs ne  
répugnent pas aux dispositions du  
présent acte.

Il faut donc remonter à la 31<sup>e</sup>  
George III (l'an 1790) pour savoir  
quels étaient ces pouvoirs dont par-  
le l'Acte de 1840 et que continue  
celui de 1867.

Or, chose extraordinaire, en re-  
montant à cette source, l'on décou-  
vre que les gouverneurs n'ont au-  
cun pouvoir par eux-mêmes.

La 31<sup>me</sup> George III fait remon-  
ter ces pouvoirs à la 14<sup>me</sup> George  
III, chap. 83, qui est bien la légis-  
lation primitive à ce sujet puis-  
qu'on y lit dans le préambule :

Et comme les règlements faits par la di-  
te proclamation (en date du 7 Octobre  
1763) en égard au gouvernement civil de  
la dite province de Québec, ainsi que les  
pouvoirs et autorités donnés au gouver-  
neur et autres officiers civils de la dite pro-  
vince ont par l'expérience été trouvés dé-  
savantageux à l'état et aux circonstances  
de la dite province..... il est à ces  
causes établi que la dite proclamation,  
quant à ce qui concerne la dite province  
de Québec et la commission sous laquelle  
l'autorité du gouvernement de la dite pro-

vince est maintenant administrée et toutes ordonnances faite par le gouverneur, etc... sont, et elles sont par les présentes, infirmées, révoquées et annulées, à compter du premier jour de Mai 1775.

Aucune clause subséquente ne donne de pouvoirs spéciaux au gouverneur. La clause VIII donne le pouvoir de faire des ordonnances de l'avis et consentement du Conseil-Législatif. La clause XI confère également au gouverneur le pouvoir de changer la loi criminelle de l'avis et du consentement du Conseil-Législatif. La clause XII institue un Conseil-Exécutif qui aura le pouvoir et autorité de faire des ordonnances du consentement du gouverneur. La clause XIV se lit comme suit :

Pourvu cependant que toutes les ordonnances qui s'y feront seront, dans l'espace de six mois, envoyées par le gouverneur pour être présentées devant Sa Majesté, afin d'avoir son approbation royale ; et que si Sa Majesté juge à propos de les désapprouver, elle n'auront point de force.

Le gouverneur n'avait pas même le droit de désavouer des bills.

La clause XVI donne au gouverneur le droit de convoquer le Conseil en cas d'urgence.

Ainsi par cette loi le gouverneur n'a rien à faire avec la sanction des actes. Il ne possède, en un mot, aucun pouvoir si ce n'est en Conseil.

La loi suivante est celle de 1796. désignée 31 George III. Le second paragraphe dit que *Sa Majesté* aura le pouvoir de faire des lois par et de l'avis et consentement du Conseil Législatif et de l'assemblée. Toutes les autres clauses sont de la même nature. Le gouverneur n'y est absolument pour rien. C'est le souverain qui se réserve tous les pouvoirs et il doit pour chaque acte lui conférer une autorisation spéciale.

Nous citons une clause comme exemple :

V1. §3. Il est de plus statué par la dite autorité qu'il sera légal à Sa Majesté par un acte sous son seing Manuel d'autori-

ser et ordonner au Gouverneur ou Lt.-Gouverneur, etc., de donner au dit Conseil Législatif un nombre suffisant de personnes sages, etc.

XIII. Et il est plus statué.....il sera légal à Sa Majesté.....par un acte sous son seing, Manuel d'autoriser et d'ordonner au Gouverneur.....de donner et convoquer une assemblée dans et pour telle province.

XV. Même disposition pour les élections.

XVI. Même disposition pour proroger ou dissoudre les chambres.

La seule initiative laissée au gouverneur est de nommer ou de démettre l'orateur, et de donner ou de retenir la sanction royale aux bills, sujette aux instructions de Sa Majesté.

Il suit de là, d'une manière claire et positive, que les gouverneurs n'avaient absolument de pouvoirs que ceux que leurs commissions et leurs instructions leur conféraient et que s'ils s'en fussent tenus à la loi, ils n'eussent eu aucune autorité.

Nous voilà donc en possession des pouvoirs complets du gouverneur. L'acte impérial de 1840 et celui de 1867 lui continuent cette faculté de n'avoir aucun droit. Ce n'est donc pas l'Acte de 1867 qui donne au Gouverneur-Général ses pouvoirs. Conséquemment les lieutenants-gouverneurs ne peuvent retirer que très peu de cette source.

## II. QUELS POUVOIRS VIENNENT DES INSTRUCTIONS ROYALES ?

Le fait est que les pouvoirs des gouverneurs reposent entièrement dans leurs instructions. Ils peuvent ce que leurs instructions leur disent de faire et rien de plus. Ceux qui reçoivent beaucoup d'instructions peuvent beaucoup ; ceux qui reçoivent peu d'instructions peuvent peu. Le gouverneur-général reçoit, on le sait, des instructions complètes et il se trouve investi de pouvoirs considérables. Aurait-il ces pouvoirs, si sa commission ne les lui conférerait pas ? Tout le monde sait bien que non.

Mais que dirons-nous des lieutenants-gouverneurs qui sont loin de paraître sous un jour aussi favorable ? Tous leurs pouvoirs viennent de la clause 65 et de la suivante :

90. Les dispositions suivantes du présent acte, concernant le parlement du Canada, savoir :—les dispositions relatives aux bills d'appropriation d'impôt, à la recommandation des votes de deniers, à la sanction des bills, aux désaveux des actes, et à la signification du bon plaisir quant aux bills réservés,—s'étendront et s'appliqueront aux législatures des différentes provinces, tout comme si elles étaient ainsi décrétées et rendues expressément applicables aux provinces respectives et leurs législatures, en substituant toutefois le lieutenant-gouverneur de la province au gouverneur-général à la Reine et au Secrétaire d'Etat, un an à deux ans à la province du Canada.

Or, nous venons de voir que ces clauses ne confèrent au gouverneur aucun autre avantage que celui de pouvoir être investi de certains privilèges, car la clause 55 donne des pouvoirs "*sujets aux dispositions du présent acte et aux instructions de Sa Majesté.*"

La direction du lieutenant-gouverneur est donc soumise à deux conditions :

10. Les dispositions du présent acte (de confédération).

20. Les instructions de Sa Majesté.

### III. COMME REPRESENTANT DE LA REINE LE LIEUT.-GOUVERNEUR NE PEUT INTERVENIR.

10. Les dispositions de l'acte de confédération sont très claires. La clause 92 dit :

Dans chaque province, la législature pourra exclusivement faire des lois relatives aux matières tombant dans les catégories de sujets ci-dessous énumérés, savoir :

20. La taxe directe.

130. La propriété et les droits civils, etc.

Comment le lieutenant-gouverneur peut-il venir dire à la législature qu'elle n'a pas eu le droit de faire une telle législation, surtout s'il a lui-même donné son consentement à ces mesures ? Si la législature a

le droit *exclusif* de faire des lois d'une certaine catégorie, ces dispositions affectent pour autant le droit de désaveu du lieutenant-gouverneur.

Par l'acte de 1867, la Grande-Bretagne s'est départie complètement du droit de contrôler les sujets énumérés dans la 92<sup>e</sup> section, et les a soustraits également à la juridiction du gouvernement fédéral. D'un autre côté, ou le lieutenant-gouverneur est le représentant de la reine, ou il est un officier du gouvernement fédéral. Il ne peut pas avoir plus de pouvoir que ceux qui l'ont nommé. Or, la reine renonce formellement à son droit d'intervention.

M. Reeve à M. Holland.

Bureau du Conseil Privé, 13 déc. 1872.

Monsieur,—J'ai soumis au président du Conseil votre lettre en date du 9 courant transmettant copie d'une dépêche du gouverneur-général du Canada avec ses incloses, concernant un acte passé par la législation provinciale du Nouveau-Brunswick au sujet des écoles communes, et demandant si l'on pouvait convenablement obtenir l'opinion des lords du comité judiciaire du Conseil Privé sur cette question.

Il appert à Sa Seigneurie que, vu que le pouvoir de sanctionner ou désavouer les statuts provinciaux est conféré par le statut au gouverneur-général du Canada, "agissant de l'avis de ses aviseurs constitutionnels," il n'y a rien dans ce cas qui "donne à Sa Majesté aucune juridiction sur cette question," quoiqu'il soit possible que l'effet et la validité de cet acte puissent être à l'avenir mis en cause devant Sa Majesté sur un appel interjeté des cours de justice du Canada.

Dans ce cas, Sa Seigneurie est d'opinion que Sa Majesté ne saurait être convenablement conseillée de renvoyer à un comité du Conseil en Angleterre une question que Sa Majesté en Conseil N'A PAS LE POUVOIR MAINTENANT DE DETERMINER, et sur laquelle l'opinion du Conseil Privé "ne lierait pas les parties en Canada."

J'ai, etc.,

HENRY REEVE,  
Rég. C. P.

Henry T. Holland, écr.,

Cette prétention a été supportée à plusieurs reprises par les hommes d'Etat anglais. Lord Carnar-

von dans une dépêche du 18 octobre 1875 au comte Dufferin, s'exprime comme suit :

20. Je suis d'avis, ainsi que le représente l'adresse, que toute législation par le parlement impérial, à l'effet de restreindre les pouvoirs qui sont conférés à une province par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867, serait une intervention induite dans les constitutions provinciales, et dans les conventions d'après lesquelles les provinces ont consenti à entrer dans la Confédération. Etant donc de cette opinion et comprenant parfaitement que " si " je recommandais à la reine d'intervenir " directement dans cette affaire en conseil- " lant à cette législature de légiférer dans " une direction particulière, je pourrais être " considéré comme conseillant une inter- " vention dans le système de gouverne- " ment établi par l'Acte d'Union différent " peu de celle contre " laquelle se pronon- " ce l'adresse, etc.

L'argument de Lord Carnarvon s'applique au lieutenant-gouverneur comme à la reine; car ce serait en sa qualité de représentant de la reine que le lieutenant-gouverneur agirait chaque fois qu'il exercerait une prérogative. Ce principe si clairement exposé par Lord Carnarvon, que la reine " ne doit pas intervenir " dans la législation locale, laisse le gouverneur sans prétexte. Du moment qu'il est entendu et réglé que la reine ne doit pas et ne peut pas intervenir, au nom de qui le lieutenant-gouverneur peut-il le faire ?

Comme officier fédéral ? Mais le gouvernement fédéral n'a rien à faire avec les dix-sept sujets dont la législature a le contrôle exclusif. Il ne peut désavouer aucun bill portant clairement sur ce sujet sans violer la constitution. Dans une autre dépêche le comte Carnarvon décide également la question dans ce sens :

Downing St, 5 Nov, 1875.

Professant, comme je l'ai déjà dit, l'opinion que la constitution n'a en vue aucune intervention dans la Législation Provinciale sur une question du domaine de la législature locale, par le parlement fédéral,

et comme conséquence, par les ministres fédéraux, je suis d'avis, etc .....

CARNARVON.

Le comte DUFFERIN.

La raison de cette abstention dans la législature locale se comprend bien. Pour l'Angleterre, les quelques sujets de législation que la clause 92 donne aux législatures locales ne sont guère autre chose que des sujets d'ordre municipal, et il y a longtemps qu'elle a posé ces principes. Dans la Nouvelle Zélande, où il existe depuis 1856 une confédération du genre de la nôtre, il en a été réglé ainsi dès 1856. Voici les vues du bureau colonial à ce sujet :

Downing St, 21 juillet 1856.

La Législature impériale a reconnue de la manière la plus complète la prétention de la population de la Nouvelle-Zélande de conduire ses affaires intérieures par ses représentants, et personne dans ce pays, que je sache, n'a le moindre désir d'empêcher sur l'exercice de ce droit constitutionnel.

9. L'état actuel de plusieurs des provinces exige, sans doute, que certaines fonctions qui n'étaient pas ordinairement considérées comme ayant un caractère municipal, soient confiées aux autorités locales, et c'est probablement pour cela qu'elles n'ont pas été désignées comme étant des fonctions municipales ; mais il est évident par la teneur générale de l'Acte constitutionnel que le but de ces pouvoirs était de restreindre ses fonctions aux choses d'un caractère local.

10. Quelque soient les vues du gouvernement de Sa Majesté à ce sujet, il n'est nullement disposé à imposer ses vues à la population de la Nouvelle-Zélande. Il est convaincu qu'aucune tentative de ce genre serait préjudiciable et serait incompatible avec la reconnaissance complète du droit des colons de décider par eux-mêmes les questions de politique interne. Tout changement politique de la Nouvelle Zélande doit donc être effectué du plein consentement des sujets coloniaux eux-mêmes, et le gouvernement de Sa Majesté n'est pas disposé à commander au parlement d'intervenir dans les affaires de la colonie.

Signé, H. LABOUCHERE,

House of Commons Papers 1860, vol, 46, p 439.

Cette doctrine est émise en toutes lettres par les Pères de la Con-

Fédération. Voici comment Sir John A. MacDonald dans un memorandum soumis au Gouverneur en date du 8 juin 1869, en sa qualité de Ministre de la Justice, pose la question :

Comme il est important que l'action de la législature locale soit entravée le moins possible, et que la prérogative de désaveu soit exercée avec la plus grande précaution, et uniquement dans les cas où la loi et les intérêts généraux de la puissance exigent absolument, le soussigné recommande l'adoption de la ligne de conduite suivante :

Que lorsqu'une mesure n'est considérée que partiellement défectueuse, ou que l'objection qui y est apportée n'est basée que sur le fait qu'elle est préjudiciable aux intérêts généraux de la puissance, ou comme contraire à la législation de la Puissance, on devrait communiquer avec le gouvernement provincial au sujet de cette mesure, et qu'en pareil cas, l'acte ne devrait pas être désavoué, si les intérêts généraux peuvent le permettre, jusqu'à ce que le gouvernement local ait eu l'occasion d'examiner et de discuter les objections apportées, et que la législature locale ait eu l'occasion de remédier aux défauts qui s'y trouvent.

Le tout respectueusement soumis.

Signé,

JOHN A. MACDONALD.

#### IV—LES PRÉROGATIVES ROYALES NE SE PRESUMENT PAS.

La possession des prérogatives royales ne se présume pas. Chaque fois qu'il y a absence de dispositions dans la loi, la présomption est contre et non en faveur de l'exercice de ces pouvoirs. Ce principe a été ainsi posé et maintenu à Ottawa comme en Angleterre 10. A propos de la prérogative du pardon le 21 décembre 1868 et le 7 janvier 1875. 20. A propos de la prérogative de la déshérence le 26 mars 1875. 30. A propos des licences de mariage le 28 novembre 1869. Dans ces différentes occasions, l'on a jeté comme base fondamentale que les lieutenants-gouverneurs n'avaient aucun autre pouvoir que ceux mentionnés dans leur commission. En voici la preuve :

EXTRAIT D'UN MÉMOIRE ADOPTÉ PAR LE CONSEIL PRIVÉ D'OTTAWA.

Ottawa, 21 Déc., 1868.

Le soussigné après avoir mûrement examiné l'état de la loi dans les différentes provinces, est d'opinion :

1. Que depuis l'union et maintenant le droit de grâce appartient à Sa Majesté comme prérogative, et ne peut être exercé que directement ou par l'intermédiaire de son représentant, le gouverneur-général, en vertu du pouvoir explicite conféré par sa commission.

2. Que les lieutenants-gouverneurs des provinces nommés par le gouverneur-général en conseil, bien que leurs commissions étant sous le grand sceau, soient au nom de Sa Majesté, n'ont pas ce droit, leurs commissions ne le leur confèrent pas, et s'ils cherchaient à l'exercer, ce serait, comme il a déjà été dit, outrepasser leurs pouvoirs à cet égard, le gouverneur-général n'étant pas autorisé par sa commission à déléguer le droit de grâce à qui que ce soit.

Le soussigné a de plus l'honneur de faire rapport que la question ayant été soulevée, et que ce droit ayant été pris ou réclamé, il est nécessaire à son avis, que cette question soit réglée sans délai.

Il recommande donc que Votre Excellence fasse soumettre le sujet au gouvernement de Sa Majesté, afin d'obtenir l'opinion des juriconsultes de la couronne, la décision de Sa Majesté à cet égard, et des instructions positives à Votre Excellence sur la ligne de conduite que vous devrez tenir à l'avenir dans cette matière.

Le tout respectueusement soumis,

Signé,

JOHN A. MACDONALD.

Le gouvernement imperial confirme cette doctrine comme suit :

LE COMTE DE GRANVILLE A SIR JOHN YOUNG

Downing Street, 24 fév, 1869

J'ai fait soumettre copie de votre dépêche et de ses incluses aux juriconsultes de la couronne, et je suis informé que la prérogative du pardon n'est réellement conférée qu'au gouverneur-général du Canada par sa commission.

Le Canada doit, en vertu de la section 3 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, former une seule Puissance avec d'autres provinces, et par la section 4 le gouvernement et le pouvoir exécutif sont déclarés appartenir et être attribués à la Reine ; comme le pouvoir de pardonner est, par la loi de l'Angleterre et de ses établissements, l'une des prérogatives royales, le droit de grâce se trouve depuis le après la passation de l'Acte de l'Amérique Bri-

tannique du Nord, entre les mains de la Reine ou de ceux à qui la Reine le délègue, excepté lorsque ce pouvoir de délégation est contrôlé par un statut. Il est vrai qu'avant la passation de cet acte, le droit de grâce était conféré aux lieutenants-gouverneurs des différentes provinces, mais ce droit fut retiré, non-seulement par la révocation des lettres-patentes qui le conféraient, mais aussi me dit-on, par l'acte de la Reine en sanctionnant l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, par lequel les autorisations données aux lieutenants-gouverneurs provinciaux furent abrogées, excepté en ce qu'il y est autrement prescrit. Entre autres pouvoirs révoqués, celui de faire grâce l'a été, à moins qu'il ne soit spécialement excepté.

Or les lieutenants-gouverneurs des provinces, sous le nouveau système doivent être nommés, non pas directement par la Reine, mais bien par le gouverneur-général en conseil, et les nouveaux lieutenants-gouverneurs ne pourraient s'arroger le droit de grâce virtuelle officii, s'il ne leur était conféré par l'acte.

Toute la constitution des provinces a été changée par l'acte d'union, et les pouvoirs de gouvernement délégués ont nécessairement cessé d'exister..

Aucun pouvoir de cette nature ne leur est conféré ou maintenu dans cette partie de l'acte intitulé : "Constitutions provinciales" et l'on ne peut dire, non plus, que le droit de grâce fait partie de l'administration de la justice ; l'on peut encore moins prétendre que les lieutenants-gouverneurs possèdent le pouvoir de pardonner parceque l'administration de la justice dans la province est réservée à la législature provinciale.

J'ai l'honneur d'être, etc,

GRANVILLE.

Au Gouverneur-Général,  
le Très-Hon Sir John Young, Bar., G.C.B.

Dans un rapport du 28 Novembre 1869 Sir John A. MacDanald affirme la même doctrine dans les termes suivants :

Quant au premier point, le soussigné est d'opinion que le pouvoir incombe au Gouverneur-Général, en vertu de sa commission et non aux Lieut.-Gouverneurs. Ceux-ci ne tiennent pas directement leurs commissions de la Reine. Leurs pouvoirs sont simplement ceux qui leur sont conférés PAR LE STATUT ET ILS N'ONT PAS LE DROIT DE REGLER LES QUESTIONS DE PRÉROGATIVES COMME REPRÉSENTANTS DE LA SOUVERAINE.

JOHN A. MACDONALD.

(Page 342 No. 9 du Vol. X, Documents de la session de 1877, papier No 89.)

Les libéraux ont affirmé le même principe en termes des plus précis. Lisez le mémoire suivant de l'Hon. M. Fournier, approuvé par le gouvernement MacKenzie en conseil. Il renferme toute notre thèse. Vous le trouverez dans le Vol. X, No. 9 des Documents sessionnels de 1877, page 97, papier 89 :

Rapport d'un comité de l'honorable Conseil Privé, approuvé par Son Excellence le Gouverneur-Général en Conseil le 1er Avril 1875.

Le comité a pris en considération le rapport ci ANNEXÉ de l'honorable ministre de la Justice, relativement à un acte passé par la législature d'Ontario, le 24 mars 1874, intitulé : "An Act respecting Escheats and Forfeitures," et pour les raisons y mentionnées, il suggère que le dit acte soit désavoué, et qu'une copie de ce rapport soit transmise par le Secrétaire d'Etat pour l'information du gouvernement d'Ontario.

Pour copie conforme,

W. A. HIMSWORTH,  
Greffier du Conseil Privé

Voici un extrait de ce rapport :

{ Ministère de la Justice.  
Ottawa, 26 Mars 1875

Le soussigné a pris en considération le rapport du Conseil Exécutif de la province d'Ontario, sur le mémoire du procureur-général de cette province, au sujet d'un acte passé le 24 mars 1874, concernant la désobéissance et les confiscations.....

.....

Attendu que le soussigné croit que la désobéissance est une question de prérogative, et non de "propriété et de droits civils," il ne paraît y avoir aucune raison de se départir des vues exprimées dans l'arrêté du Conseil Privé, QUE LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR D'UNE PROVINCE N'EST INVESTI D'AUCUNE DES PRÉROGATIVES DE LA COURONNE à part celles accordées par l'acte constitutionnel, et qu'à moins qu'on ne trouve que cet acte ne confère expressément au lieutenant-gouverneur, ou à la législature d'une province, un droit spécial de traiter de tout sujet de prérogative, NI L'UN NI L'AUTRE NE SONT INVESTIS DE CE POUVOIR.

Il ne serait pas hors de propos de citer ici un extrait du Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les colonies, en date du 7

Janvier 1875, au Gouverneur-Général, relativement à la sentence prononcée à Manitoba sur un nommé Lépine : Elle dit ceci : "Les lieutenants-gouverneurs des provinces du Canada, si importantes que soient leurs fonctions locales, font partie du personnel administratif colonial, et sont plus immédiatement responsables au Gouverneur-Général en Conseil. Ils n'ont point de commission de la Couronne, et leurs pouvoirs et privilèges ne ressemblent aucunement à ceux des Gouverneurs, ni même à ceux des Lieutenants-Gouverneurs des Colonies, auxquels, après considération de leurs capacités personnelles, la Reine délègue, sous le grand sceau et son propre seing et signature, quelque partie de ses prérogatives, et à qui elle donne ses instructions."

On doit aussi se rappeler, non seulement la grande différence qui existe entre les pouvoirs législatifs conférés au Parlement et aux législatures, mais aussi la grande différence quant à la constitution de chacun de ces corps.

Le Parlement du Canada est censé composé de la Reine, du Sénat et de la Chambre des Communes, et la législation est réputée faite par la Reine, par et de l'avis et du consentement du Sénat et de la Chambre des Communes.

D'un autre côté, la législature de chaque province a une définition différente. Prenant celle d'Ontario, par exemple, on trouve qu'elle est composée du lieutenant-gouverneur et d'une seule Chambre appelée l'Assemblée législative d'Ontario."

Il est vrai que les législatures des différentes provinces, en faisant leurs lois, se sont servi des mots "Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée de cette province (ou, quant à Ontario, de l'Assemblée législative d'Ontario seulement), et on a pu trouver convenable d'adopter cette formule; cependant il y a peu de doute qu'elle ne soit pas exacte; que d'après la section 92, ce corps devrait être la législature de la province, et que le lieutenant-gouverneur n'a aucun pouvoir de sanctionner au nom de Sa Majesté aucune loi d'une législature, en tant que la Reine elle-même n'a pas ce pouvoir et ne peut par conséquent, le conférer.

Le seul cas dans lequel, à la connaissance du soussigné, il y ait une délégation expresse des privilèges de la couronne à un lieutenant-gouverneur, se trouve compris dans la commission du Gouverneur-Général, dont le 61ème paragraphe se lit comme suit :

"Et Nous vous donnons autorité et pouvoir d'exercer, de temps à autre, selon que vous le jugerez nécessaire, tous les

pouvoirs à Nous appartenant relativement à la convocation ou la prorogation du Sénat et de la Chambre des Communes; et Nous accordons aussi les mêmes pouvoirs aux différents lieutenants-gouverneurs en exercice des provinces de Notre Puissance, relativement aux Conseils législatifs et aux Assemblées législatives ou générales des dites provinces respectives."

En pratique, le lieutenant-gouverneur d'Ontario paraît avoir exercé ce droit, quant à ce qui regarde la convocation ou la dissolution de l'Assemblée législative; mais quant à la prorogation, les journaux de cette législature montrent qu'elle est faite au nom du lieutenant-gouverneur.

Ces citations sont faites à l'appui des vues déjà exprimées, que le Parlement du Canada, dont la Reine est nominativement une des parties, et le pouvoir réel de législation par et de l'avis et du consentement des deux Chambres du Parlement, est le seul pouvoir législatif qui peut opérer dans les affaires qui ne sont pas laissées aux législatures provinciales; et que la Reine ne faisant en aucune manière partie de telle législature, le nom de Sa Majesté est employé improprement dans la législature provinciale; et même s'il est ainsi employé, celui qui s'en sert ne peut se justifier en montrant aucun abandon de prérogative ou de privilège dont la législature provinciale ne soit investie par la 92ème section.

Après avoir considéré l'affaire de nouveau, le soussigné est incapable d'en arriver à une conclusion autre que la suivante.

*Premièrement*,—Que la désérence est une question de prérogative, qui en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, n'est pas du ressort d'une législature ou d'un gouvernement provincial.

*Secondement*,—Que ce n'est pas une des questions comprises dans l'énoncé des catégories de sujets exclusivement assignés aux législatures provinciales.

*Troisièmement*,—Qu'une législature provinciale, par sa composition légale même, n'a aucun pouvoir de traiter des prérogatives de la couronne.

*Quatrièmement*,—Que le lieutenant-gouverneur n'a aucun droit de s'occuper des prérogatives de la couronne, excepté par la loi, ou par sa commission; et n'ayant reçu le pouvoir de sanctionner aucune loi d'une législature provinciale, au nom de Sa Majesté, il ne peut engager les droits et prérogatives de la couronne.

Le soussigné n'est pas prêt à dire si le Parlement peut accorder à une législature provinciale le pouvoir de légiférer sur un sujet de prérogative royale.

T. FOURNIER,

Ministre de la Justice.

Les auteurs constitutionnels et les autorités judiciaires sont également d'accord sur ce point. Ils reconnaissent tous le principe que les prérogatives royales ne se présument pas. Personne n'a pu naturellement écrire ou juger sur nos lieutenants-gouverneurs actuels; mais nous pouvons juger par ce qu'ils disent des gouverneurs généraux de ce qu'ils penseraient de nos officiers provinciaux.

Hearn, une autorité de grand prix, dit :

La Reine peut bien, sans s'occuper de considérations extérieures, accepter ou rejeter les avis de ses ministres. Mais UN GOUVERNEUR NE PEUT LE FAIRE. Ce n'est pas un vice-roi, encore moins un pouvoir indépendant. Quoiqu'il soit le premier de la colonie qu'il préside et qu'il ait droit à l'extrême considération que la confiance placée en lui par son souverain exige, il n'est après tout qu'un simple agent de la Reine, exerçant en son nom et pour elle, sous certaines restrictions précises, quelques-unes de ses prérogatives royales. Son autorité est empruntée et strictement limitée. Comme tout agent, il a, par la nature même de sa charge, un double rôle : l'un envers son principal, l'autre envers ceux avec qui il transige au nom de son principal. (Page 129.)

Lord Brougham dans le comité judiciaire du Conseil Privé, dit :

L'on a dit que le gouverneur d'une colonie était quasi-souverain. La réponse à cela est qu'il ne représente pas même généralement le souverain. Il ne remplit que les fonctions qui lui sont déléguées PAR LES TERMES DE SA COMMISSION, et il est le seul officier capable d'exécuter les pouvoirs spécifiques dont le revêt sa commission. (Hill vs. Bigg, 3 Moo. v. P. C. C. 15.)

De Grey dit également :

Le gouverneur est le serviteur du roi. Sa commission vient de lui, et il n'a qu'à exécuter les pouvoirs qui lui sont donnés par cette commission, savoir, exécuter les lois de Minorque, sujet aux instructions du roi en conseil. (Fabrigas vs. Mostyn, 1 Cowp. 161, S. C., 20, St. Tr., 81.)

Le Conseil Privé a décidé :

Cette cour, dans Cameron vs. Kyte, on un gouverneur prétendait représenter le souverain et posséder le pouvoir royal par délégation, a refusé cette prétention, et ne l'a

considéré que comme un OFFICIER A POUVOIRS LIMITES. (Hill vs. Bigg, Moore, P. C. C., p. 415.)

La Cour s'est prononcé avec la même force dans la cause de Cameron vs. Kyte :

L'on n'a cité aucune autorité ou dictum démontrant qu'un gouverneur peut être considéré comme ayant la délégation du pouvoir royal dans aucune colonie, entre lui et le sujet, LORSQU'ELLE N'EST PAS ACCORDEE SPECIALEMENT DANS SA COMMISSION. Et nous ne sachons pas qu'aucune commission de gouverneur comporte une autorité aussi étendue. (Cameron vs. Kyte, 3 Knapp, P C C, 332.)

Voici Broom qui dit à son tour :

Il semble que la comparaison des fonctions de gouverneur avec celle de souverain est fallacieuse ..... Dans la cause de Cameron vs. Kyte, il a été décidé qu'un gouverneur de colonie ne jouit pas, en vertu de sa commission, de la souveraine autorité, et qu'un acte fait par lui, qui n'est pas autorisé SOIT PAR SA COMMISSION, OU EXPRESSEMENT OU IMPLICITEMENT PAS SES INSTRUCTIONS n'équivaut pas à un acte fait par la couronne, et est CONSÉQUEMMENT INVALIDE. (Broom, Constitutional Law, p 645.)

Stokes, un auteur, dit de son côté :

Dans quelques cas, le gouverneur peut agir sans l'avis et le concours de son conseil, et il y a des cas où il est obligé par la loi de ne pas agir sans lui. Cela dépend de Sa Majesté que chaque gouverneur devrait exécuter avec soin. (Stokes, Constitution of the British Colonies, p. 239)

L'auteur le plus récent sur ces matières, Forsyth, s'exprime ainsi :

Le gouverneur d'une colonie n'a pas une délégation de tout le pouvoir royal, en ce qui concerne les sujets non mentionnés dans sa commission; et aucune commission au gouverneur ne comporte des pouvoirs aussi étendus. Ils n'ont qu'une autorité limitée et l'exerce par eux d'un pouvoir souverain, en dehors des limites posées par ces instructions, est tout à fait nul.

On dit qu'un gouverneur est quasi souverain. La réponse à cela est qu'il ne représente même pas le souverain généralement, n'ayant à remplir que les fonctions qui lui sont déléguées par les termes de sa commission. (Colonial opinions, p. 80.)

Il résulte de là :

10. Que le lieutenant-gouver-

neur n'a aucun des pouvoirs que sa commission ne lui confère pas ;

20. Que le gouverneur-général n'a pas le pouvoir de transmettre aucune prérogative royale s'il n'est pas autorisé par sa commission à le déléguer ;

30. Qu'aucune commission de gouverneur-général ne lui confère le pouvoir de transmettre ses prérogatives.

40. Que par l'Acte fédéral les prérogatives accordées aux anciens lieutenants-gouverneurs ont été abrogées ;

50. Que les lieutenants-gouverneurs ne peuvent s'arroger aucune prérogative *virtute officii*.

#### V. AUCUNE PRÉROGATIVE ROYALE TRANSMISE AUX LIEUTENANT-GOUVERNEURS.

Sait-on que la commission des lieutenants-gouverneurs se borne à ce qui suit ?

Maintenant sachez que reposant une confiance spéciale dans votre prudence, votre courage et votre loyauté, nous avons, de notre grâce spéciale, science certaine, et notre propre mouvement, jugé bon de vous constituer et nommer, et conformément aux dispositions de la dite 59<sup>me</sup> section du dit acte, nous vous nommons pour être durant notre bon plaisir notre lieutenant-gouverneur de la dite province de Québec.

Et par ces présentes nous vous autorisons et donnons le pouvoir, vous requerrons et vous commandons de faire et exécuter dûment tout ce qui appartiendra à votre charge et la mission que nous vous avons confiée conformément aux différents pouvoirs, dispositions et directions accordées ou conférées à vous en vertu de votre présente commission et du dit acte plus haut mentionné, conformément à telles instructions qui vous seront données avec la présente ou qui peuvent de temps en temps vous être données relativement à notre dite province de Québec, sous le seing manuel de notre Gouverneur-Général de notre Puissance du Canada ou par nous par l'un des membres de notre Conseil Privé du Canada, et conformément à telles lois qui sont ou seront en force dans notre province de Québec.

EN FOI DE QUOI nous avons fait mettre ces Lettres-Patentes et y avons fait affixer le Grand Sceau du Canada.

Témoin notre bien aimé cousin .....  
Gouverneur Général du Canada.

A notre maison du Gouvernement, dans notre cité d'Ottawa, le .....  
Par ordre,

.....  
Secrétaire d'Etat.

N'est-il pas digne de remarque que cette commission, dont le commencement est en tous points identique à celle du Gouverneur-Général, s'arrête subitement aux recommandations ? Absence complète d'instructions et conséquemment absence de pouvoirs, puisque partout dans les lois de 1774, 1790, 1840 et 1867, il est statué que les privilèges concédés aux gouverneurs ne peuvent être exercés *que suivant les instructions qui pourront être données de temps à autre par Sa Majesté*. Un seul pouvoir est de fait accordé aux lieutenants-gouverneurs : c'est de *convoquer, proroger et dissoudre les chambres*, parce que la Reine, dans ses instructions au Gouverneur-Général, délègue immédiatement par la clause VI de la commission, ces pouvoirs aux lieutenants-gouverneurs qu'elle désigne nommément. *Affirmatione unius fit exclusio alterius*. Il va sans dire que la mention spéciale de ces pouvoirs indique que les autres pouvoirs sont refusés aux lieutenants-gouverneurs. Autrement, l'on n'aurait pas pris la peine de les mentionner spécialement dans une clause et une seule, si toutes les clauses les regardaient également.

#### VI. LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR NE PEUT DÉMETTRE SES MINISTRES.

Nous concluons de là que le lieutenant-gouverneur ne trouve nulle part dans la loi le pouvoir de démettre ses ministres *proprio motu*. Au contraire, l'acte fédéral le lui défend implicitement. La clause 63 de l'acte fédéral dit :

63. Le conseil exécutif d'Ontario et de Québec se composera des personnes que le

lieutenant gouverneur jugera, " de temps à autre à propos de nommer, et en premier lieu, des officiers suivants, savoir : le procureur-général, le secrétaire et registraire de la province, trésorier de la province, le commissaire des terres de la couronne, et le commissaire d'agriculture et des travaux publics, et — dans la province de Québec — l'Orateur du Conseil Législatif et le solliciteur général.

Si loi avait eu l'intention de lui donner le pouvoir de les démettre de la même manière qu'il les nomme, elle n'aurait pas oublié de le dire ; elle ne l'a pas oublié pour le gouvernement fédéral, qui contient la même clause, avec le droit de démettre en sus :

II. Il y aura un conseil pour aider et aviser au gouvernement du Canada, lequel sera appelé Conseil Privé du Canada ; et les personnes qui seront membres de ce Conseil seront de temps à autre choisies et appelées par le Gouverneur Général et assermentées comme conseillers privés, et les membres de ce Conseil pourront de temps à autre ETRE DEMIS PAR LE GOUVERNEUR-GENERAL.

La loi n'a pas non plus oublié de mentionner le pouvoir pour le lieutenant-gouverneur de démettre l'Orateur du Conseil Législatif :

77. Le lieutenant-gouverneur pourra, de temps à autre, par instrument sous le grand sceau de Québec, nommer un membre du Conseil Législatif de Québec comme Orateur de ce corps, et également le révoquer et nommer un autre à sa place.

Pourquoi mentionner spécialement le pouvoir de démettre l'un des membres du Conseil Exécutif, s'il eut eu le pouvoir de démettre tous les membres de ce conseil ? Est-ce que la clause 63 ne suffisait pas pour donner au lieutenant gouverneur le pouvoir de nommer l'Orateur du Conseil ? Si l'on a fait une clause spéciale pour lui permettre de destituer un officier, c'est qu'il n'était pas autrement investi de ce pouvoir. Et n'avons-nous pas raison de répéter avec beaucoup de force l'axiôme d'interprétation : "*L'affirmation d'une chose exclue l'autre ?*"

Cette prétention est conforme à l'esprit du droit constitutionnel. Dans aucune colonie le Gouverneur à le droit de démettre ses ministres à moins d'une autorisation spéciale. De droit public, le Gouverneur-Général n'a pas ces pouvoirs. Un auteur constitutionnel, Stokes admet que le gouverneur peut "suspendre les membres du Conseil ;" mais il ne dit nulle part qu'il peut les démettre.

Clark est plus explicite à ce sujet. Il dit :

Le Gouverneur a le pouvoir de suspendre aucun des membres de son conseil pour mauvaise conduite, jusqu'à ce que bon plaisir du roi soit connu.

Les droits et les devoirs du gouverneur sont expressément définis par la commission et les instructions, ou établis par un usage constant bien reconnu. (Colonial Law, page 29.)

Bowyer, une des grandes autorités légales dit formellement que le gouverneur ne peut renvoyer ses ministres :

Le Gouverneur est nommé par la Couronne durant bon plaisir. Tout individu lésé peut pétitionner la Reine en Conseil pour la destitution du Gouverneur qui peut être traduit devant le Parlement, devant la Cour du Banc de la Reine et devant des commissaires spéciaux.

Mais le Gouverneur peut SUSPENDRE aucun membre de l'Assemblée jusqu'à ce que le bon plaisir de la Reine soit connu. S. MAJESTÉ peut DÉMETTRE aucun conseiller (Constitutional Law, page 53, 2d Edition).

La raison de cette absence de pouvoirs est claire. Les législatures locales sont elles-mêmes un pouvoir limité, n'ayant que dix-sept sujets sur lesquels elles peuvent législater. La loi a voulu laisser à chaque province le règlement de ses affaires intimes et il est certain que le souverain n'a pas à y voir beaucoup plus que dans les affaires municipales, dont il décline le contrôle. Notre législature est une grande municipalité ; c'est pourquoi la Couronne n'est point jalouse de ses opérations. Elle consent bien à y être

présente pour donner la vie à ses actes ; mais elle n'a aucun motif d'aller au-delà. Il y a au-dessus de la législature le parlement fédéral qui a toujours le droit de réclamer contre ses empiètements, et l'officier fédéral qui agit à Québec comme lieutenant-gouverneur ne devrait pas oublier que le gouvernement qui l'a nommé n'a qu'un seul intérêt dans la législation locale : c'est que cette législation-là n'empiète pas sur les attributions fédérales.

Lord Carnarvon résume et décide toute la question dans la dépêche suivante, déjà citée dans les mémoires de M. Fournier. Il dit en parlant des lieutenants-gouverneurs :

Downing St., 7 Janvier 1875.

Quelqu'importantes que puissent être leurs fonctions au point de vue local ; ils n'appartiennent qu'au personnel de l'administration coloniale et ils sont plus immédiatement responsables au gouverneur général en conseil. Ils ne tiennent pas de

commission de la Couronne et ni en pouvoirs ni en privilèges. Ils ne ressemblent pas à ces gouverneurs ou même à ces lieutenants-gouverneurs de colonies, auxquels après avoir pesé sérieusement leurs qualifications, la Reine sous le grand sceau et sous son seing manuel délègue une portion de ses prérogatives et donne ses propres instructions.

.....  
CARNARVON.

Le Comte de Dufferin.

Notre prétention formelle et ouverte est que, par la nature de ses pouvoirs restreints et le sens clair et précis de loi, le lieutenant-gouverneur n'a pas le droit de contre-carrer ses ministres sur aucune décision prise en conseil, et encore moins de les démettre du moment que les prérogatives royales ne sont pas attaquées.

En d'autres termes, le lieutenant-gouverneur est un simple officier public. Il n'a aucun droit aux privilèges du souverain ou du gouverneur général.



ALL INFORMATION CONTAINED  
HEREIN IS UNCLASSIFIED  
DATE 10-11-80 BY SP-10